

**M. McGrath:** Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je puis peut-être la poser au leader du gouvernement à la Chambre, dont nous sommes heureux de saluer le retour. Étant donné l'importance de cette question, le gouvernement envisagerait-il d'en saisir le comité pertinent de la Chambre afin que celui-ci fasse enquête, entende les témoignages et les étudie?

**L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais remercier le député pour la première question—ce ne sera pas la dernière, j'en suis sûr,—qu'il m'adresse depuis le début de la session. Je l'étudierai comme toutes les autres.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Une fois de plus je demande la collaboration des députés. Je vais donner la parole au député de Gander-Twillingate, mais s'il veut bien jeter un coup d'œil à sa gauche, et si ses collègues veulent bien regarder autour d'eux, ils verront que bien d'autres députés voudraient, eux aussi, poser des questions. C'est pourquoi il me semble qu'on ne devrait pas poser de questions supplémentaires.

[Plus tard]

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Nous donnera-t-on l'assurance que la position du gouvernement fédéral sera expliquée clairement aux organismes internationaux qui s'occupent de pollution pour leur permettre de bien comprendre notre attitude dans cet incident?

**L'hon. M. Greene:** Oui. J'ai l'impression que l'aspect international de la pollution des océans occupe un premier rang dans les discussions. Le Canada sera représenté, je crois, en fin de semaine prochaine à la conférence internationale qui étudiera la question.

#### GOLFE DE GEORGIE—LE FORAGE DE PUITS D'EXPLORATION

**M. Barry Mather (Surrey):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Pêches, puis-je adresser au secrétaire parlementaire du ministre, qui est généralement bien informé, une question connexe à d'autres déjà posées?

**Des voix:** Bravo!

**M. Mather:** A-t-on reçu des organisations de travailleurs de la Colombie-Britannique des protestations contre les forages que l'on compte entreprendre incessamment dans le golfe de Georgie pour y trouver du pétrole, forages qui constituent à leurs yeux un grave danger de pollution pour cette région, le paradis du Canada...

[L'hon. M. Greene.]

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Voilà déjà un moment que le député a la parole. Voudrait-il poser sa question?

**M. Mather:** Monsieur l'Orateur, a-t-on reçu des organisations de travailleurs de la Colombie-Britannique des protestations contre les travaux de forage qu'on s'apprête à faire dans le golfe de Georgie?

**M. E. F. Whelan (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts):** Oui, monsieur l'Orateur. Au cours de nos enquêtes, nous avons constaté que la province avait autorisé des tests sismiques. A notre avis, ceux-ci ne peuvent causer aucun tort à la vie marine, mais les autorités fédérales y regarderont certainement à deux fois avant d'accorder des permis de forage dans cette région, en raison des risques de pollution.

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### LES SECOURS AU NIGÉRIA ET AU BIAFRA

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au premier ministre au sujet des remarques qu'il a faites à la Chambre le 24 octobre, à propos du programme d'assistance au Nigéria et au Biafra. Il a précisé que si les entraves actuellement apportées aux opérations d'aide n'étaient pas bientôt retirées, on prendrait d'autres mesures, plus appropriées. Peut-il nous dire approximativement jusqu'où ira la patience du gouvernement et nous donner une idée des autres initiatives auxquelles on pourrait recourir?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, peut-être pourrais-je répondre à cette question au nom du premier ministre. Nous avons eu récemment des conversations avec la Croix-Rouge canadienne. Le général Winch est maintenant à Genève et nous espérons avoir bientôt de ses nouvelles. Le principal problème, le député ne l'ignore pas, vient de l'impossibilité où nous nous sommes trouvés d'obtenir un accord au sujet des vols de jour qui constituent, de loin, la meilleure manière de procéder. Si nous n'y parvenons pas, nous devons réexaminer la question. Entre-temps nous sommes en pourparlers avec la Croix-Rouge. Il convient, me semble-t-il, de ne pas saper les efforts de cette grande institution internationale.

**M. MacDonald:** Monsieur l'Orateur, comme le gouvernement attend depuis plusieurs mois déjà que la Croix-Rouge aplanisse ces difficultés, le ministre nous dirait-il si on a fixé une date limite ou quel sens il faut donner exactement aux mots du premier ministre: ne sont pas bientôt supprimés?